

**ARRETE N° ARR-2025-010****8.5. Politique de la ville-habitat-logement****Règlementation du stationnement des grandes migrations  
(50 à 200 caravanes) pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2025 au 15 septembre 2025**

Le Président de la Communauté de Communes du Genevois,

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5211-9 et L5214-16 ;*

*Vu le code pénal, notamment les articles 322-4-1 et 322-15-1 ;*

*Vu le code de la voirie routière, et notamment son article R116-2 ;*

*Vu la loi du 3 janvier 1969, relative à l'exercice des professions ambulantes et régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile, ni résidence fixe ;*

*Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et plus particulièrement ses articles 9 et 9.1 modifiés par les articles 27 et 28 de la loi n° 2007.297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, et l'article 53 de la loi n° 2003.239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure (Lopsi 1) ;*

*Vu le décret n° 2007-1018 du 14 juin 2007 modifiant la partie réglementaire du code de justice administrative ;*

*Vu l'arrêté conjoint n° 2019-1317 du 28 août 2019 du préfet de la Haute-Savoie et du président du conseil départemental de la Haute-Savoie, portant approbation du schéma départemental relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;*

*Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-CAB-BSI-025 du 07 mars 2025 portant désignation et réquisition de l'aire d'accueil des grands groupes de caravanes de gens du voyage pour la période estivale 2025, sur l'arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois ;*

*Vu les statuts de la Collectivité ;*

*Vu les statuts du SIGETA dont la mission est notamment l'accueil des gens du voyage de passage ;*

*Vu l'adhésion de la Communauté de Communes du Genevois au SIGETA ;*

*Vu l'adhésion au SIGETA des 76 Communes par le biais de leurs EPCI :*

- Annemasse-les Voirons-Agglomération : Ambilly, Annemasse, Bonne, Cranves-Sales, Etrembières, Gaillard, Juvigny, Lucinges, Machilly, St-Cergues, Vétraz-Monthoux, Ville-la-Grand ;
- C.C. Arve et Salève : Arbusigny, Arthaz Pont-Notre-Dame, Monnetier-Mornex -Esserts-Salève, La Muraz, Nangy, Pers-Jussy, Reignier-Esery, Scientrier ;
- C.C. du Genevois : Archamps, Beaumont, Bossey, Chenex, Chevrier, Collonges-sous-Salève, Dingy-en-Vuache, Feigères, Jonzier-Epagny, Neydens, Présilly, St-Julien-en-Genevois, Savigny, Valleiry, Vers, Viry, Vulbens ;
- C.C. du Pays de Cruseilles : Allonzier-la-Caille, Andilly, Cercler, Cernex, Copponex, Cruseilles, Menthonnex-en-Bornes, St-Blaise, Le Sappey, Villy-en-Bouveret, Vovray-en-Bornes, Cuvat, Villy-le-Pelloux ;

- C.C. Usse et Rhône : Chêne-en-Semine, Chessenaz, Clarafond sur Arcine, Eloise, Franclens, St-Germain sur Rhône, Vanzy, Challonges, Usinens, Frangy, Contamine-Sarzin, Anglefort, Bassy, Clermont, Corbonod, Desingy, Droisy, Menthonnex-sous-Clermont, Seyssel Ain, Seyssel Haute-Savoie, Chaumont, Chavannaz, Chilly, Marlioz, Minzier, Musièges ;

Considérant :

- Que l'aire intercommunale du SIGETA, désignée pour accueillir les grands groupes, entre 50 à 200 caravanes, sera ouverte sur le territoire d'Annemasse Agglomération conformément au schéma départemental en vigueur ;
- Considérant que 3 aires fixes sont également présentes sur le territoire du SIGETA sur les communes de Viry, Reignier-Esery et Annemasse ;
- Considérant que les 76 Communes adhérentes du SIGETA ou/et leurs EPCI respectifs visés ci-dessus ont rempli les obligations de l'article 2 de la loi du 05 juillet 2000 ;
- Considérant, par conséquent, que la procédure prévue aux articles 9 et 9-1 de la loi du 05 juillet 2000, modifiée par les articles 27 et 28 de la loi 2007-297 du 05 mars 2007 est applicable sur le territoire des 76 communes adhérentes du SIGETA (ou/et leurs EPCI respectifs) ;

## ARRETE

**Article 1** : Le stationnement des grands groupes de 50 à 200 caravanes est réglementé sur tout le territoire de la Communauté de Communes du Genevois adhérente du SIGETA.

**Article 2** : Les grands groupes identifiés ayant fait l'objet d'une autorisation dans le calendrier préfectoral pour stationner sur l'aire intercommunale du SIGETA, ouverte entre le 1<sup>er</sup> mai 2025 et le 15 septembre 2025, doivent se rendre sur l'aire désignée pour l'été 2025 à Etrembières.

**Article 3** : L'aire intercommunale du SIGETA est ouverte au bénéfice de ses 76 Communes adhérentes.

**Article 4** : En conséquence, tout groupe de plus de 50 caravanes, non annoncé ou n'arrivant pas dans les conditions fixées par la Préfecture et le SIGETA, (calendrier, période, respect convention) ou stationnant en dehors de l'aire désignée située à Etrembières peut se voir appliquer :

- L'article 53 de la loi n° 2003.239 du 19 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Lopsi 1 - (et les articles 322.15.1. et 322.4.1. du code pénal en découlant).
- La loi du 05 mars 2007 (arrêté préfectoral de mise en demeure de quitter les lieux et expulsion assortie du recours à la force publique si nécessaire).
- La loi du 07 novembre 2018 n° 2018-957 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites.

**Article 5** : Le présent arrêté sera télétransmis en Préfecture, publié et inscrit au registre des arrêtés de la Communauté de Communes du Genevois.

**Article 6** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

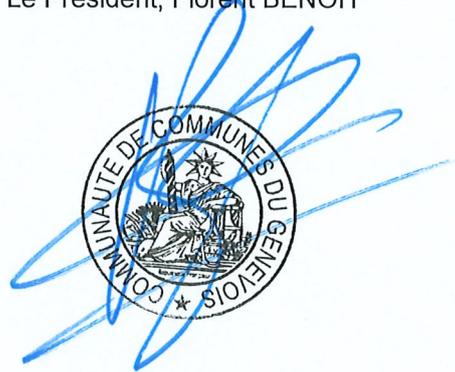
L'autorité compétente peut également être saisie d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse dans les deux mois vaut rejet implicite).

**Article 7** : Une ampliation sera transmise à :

- Mme la Préfète de la Haute-Savoie.
- Mme le Sous-Préfète de Saint-Julien-en-Genevois.
- M. le Président du Conseil départemental.
- M. le Procureur de la République de Thonon-les-Bains.
- Mme la Présidente du SIGETA.

Archamps, le 05 mai 2025  
Le Président, Florent BENOIT

Le Président certifie le caractère exécutoire  
de cet arrêté :  
télétransmis en Préfecture le 12/05/2025  
publié le 12/05/2025



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.